COMMUNE DE SAINT-ESTEPHE
COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE ORDINAIRE DU 26 MAI 2016

L'an deux mille seize, le vingt-six du mois de mai à dix-huit heures, les membres composant le conseil municipal de Saint-Estèphe dûment convoqués, se sont réunis à la Mairie de Saint-Estèphe lieu ordinaire de leurs séances sous la Présidence de Michelle SAINTOUT, Maire. Michelle SAINTOUT, Maire, a distingué avoir adressé le 22 mai 2016 la convocation informant les conseillers de la présente réunion.

Avant d'ouvrir la séance, Madame le Maire fait l'appel nominal des conseillers.

Présents : Michelle SAINTOUT, Jean VIANDON, Nicole GOUZIL, Agnès CHATARD (à partir de la question n° 4), Marie-France DESPRES, Christian OLLIER, Valérie LESCOJUTRA, Sylviane CESARACCIIO, Laetitia LASSALE, Thomas LASSALE, Robert LESCOUTRA, Maryse FRANCHINI

Absents excusés : Martine MANDE, Stéphane VIDOU procuration à Jean VIANDON, Jean-Pierre PAOLANTONI procuration à Valérie LESCOJUTRA, Jean-Bernard GIMENEZ procuration à Christian OLLIER, Claudie HOURTEAU procuration à Nicole GOUZIL, Thierry CLAISSE procuration à Michelle SAINTOUT

Absente : Anne-Marie LANGFORD

Les délibérations prises sont les suivantes :

1 - ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 07 AVRIL 2016

Nombre de membres en exercice : 19
Nombre de membres présents à la séance : 11

Le procès-verbal de la séance du 07 avril 2016 ayant été envoyé à chaque membre du conseil municipal, Michelle SAINTOUT, Maire, demande si des observations sont à formuler sur celui-ci.

Aucune remarque n’étant formulée, le procès-verbal du 07 avril 2016 est adopté à l’unanimité des membres présents et représentés.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombres de votants : 16</th>
<th>Nombres de suffrages exprimés : 15</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Présents 11</td>
<td>Procurations 5</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jour, mois et année, et signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme

Lu, le Maire

Au registre des délibérations du conseil municipal

Michelle SAINTOUT

2 - REJET DE L’ARRÊTÉ DE PROJET DE PÉRIMÈTRE DE FUSION AU 1ER JANVIER 2017

Nombre de membres en exercice : 19
Nombre de membres présents à la séance : 11

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35 ;

Vu le projet du SDCI notifié aux Collectivités le 21 octobre 2015 proposant la fusion de la CteC Centre Médoc, CdeC Cœur Médoc, CdeC la Médoc et de la Médoc et la Médoc qui constituerait une Communauté de Communes de 29 Communes pour une population municipale de 47 631 habitants ;

Vu les délibérations des Communes membres des Communautés de Communes rejetant en l’état le projet de schéma ;

Vu les délibérations des Conseils Communautaires Centre Médoc en date du 10 décembre 2015 et Cœur Médoc en date du 14 décembre 2015 rejetant en l’état le projet de schéma ;

Vu le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde arrêté le 29 mars 2016, notamment son article 10 ;

Vu l’arrêté du 12 avril 2016 notifié le 13 avril 2016 arrêtant le projet de périmètre de fusion de la Communauté de Communes Centre Médoc et la Communauté de Communes Cœur Médoc, qui constituera une Communauté de Communes de 19 Communes ;

Considérant que la Communauté de Communes Centre Médoc n’est pas concernée par le seuil de population de 15 000 habitants au-delà duquel la loi n’impose pas de fusion ;

Considérant l’absence d’études d’impacts et de prospectives financières conséquentes à la fusion, de fortes inquiétudes persistent sur le risque de fragilité financière du futur EPCI ;
En effet,
- Quelles seront les implications fiscales des évolutions de périmètre :
  o taux CFE après fusion : absence de calcul du taux moyen de CFE pondéré
  o taux des taxes ménages après fusion : quelle méthode de calcul pour le taux moyen pondéré de TH, FB, FNB. Quelles incidences de la pression fiscale sur le territoire ?
- Les écarts de taux de fiscalité sur l’habitation et le foncier non bâti sont importants en raison de l’introduction par la Communauté de Communes Cœur Médoc de la fiscalité mixte avant la réforme de Taxe Professionnelle Unique. De ce fait, la Communauté de Communes Cœur Médoc vote, en sus, la Taxe sur le Foncier Bâti. Le lissage lié à la fusion doit être calculé pour limiter les répercussions d’augmentation de l’impôt sur la population de la Communauté de Communes Centre Médoc déjà fragilisée
- Quelles seront les implications financières des évolutions de périmètre : compétences du nouvel EPCI et attributions de compensation, problématique de la rétrocession de compétences auprès des Communes
- Quelle sera la dotation d’intercommunalité après fusion compte tenu des baisses drastiques que nous subissons depuis 2013
- Quel sera le CIF après fusion considérant qu’il n’est pas rare que ce coefficient subisse une baisse dès la deuxième année de fusion
- Quels seront les critères d’éligibilité du FPIC du futur EPCI dans la mesure où Centre Médoc est contributeur à hauteur de 166 303 € et Cœur Médoc est bénéficiaire à hauteur de 284 564 €

Considérant que la recomposition du Conseil Communautaire issue de la fusion porterait atteinte à l’élection des Conseillers Communautaires élus au suffrage universel direct de 2014 ;

Considérant que nous sommes favorables à une construction progressive du territoire mais que ce délai contraint nous impose une « marche forcée » qui implique une harmonisation conséquente en termes de compétences, de fiscalité, de ressources humaines, de logistique et de gouvernance ;

Considérant l’importance d’un temps nécessaire pour mener à bien les rapprochements afin de mieux prendre en compte des décisions fondées et pérennes, gage de réussite du projet de fusion ;

Considérant la nécessité d’adapter le calendrier ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l’unanimité des membres présents et représentés :
- REJETTE l’arrêté de projet de périmètre de fusion au 01 janvier 2017 ;
- PROPOSE de différer l’extension de périmètre aux prochains renouvellements des Conseils Municipaux et Communautaires.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Présents</th>
<th>Procurations</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>POUR</td>
<td>CONTRE</td>
</tr>
<tr>
<td>16</td>
<td>11</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jours, mois et années susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Le Maire,  
Michelle SAINTOUT

Au registre des délibérations du conseil municipal

3 – MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 18-27032012 : FIXATION DES TARIFS SERVICE COPIES ET TÉLÉCOPIES DE DOCUMENTS

Nombre de membres en exercice : 19  
Nombre de membres présents à la séance : 11

Michelle SAINTOUT, Maire, rappelle à l’assemblée les conditions et les tarifs du service copies et télecopies de documents fixés par délibération en date du 27 mars 2012.

Afin de clarifier les points de cette délibération, il a lieu de la modifier comme suit :

- Copie de document :
  - Gratuit pour les associations communales sous réserve de fourniture de papier
  - Gratuit uniquement pour les habitants de la commune avec un nombre limité à dix copies maximum par semaine afin de conserver la notion de service. Au-delà de dix copies, les habitants de la commune seront invités à s’adresser à une société spécialisée en reproduction de documents.

Tarif copie de document administratif : (par référence au décret n° 2001-493 du 06 juin 2001 et à l’arrêté ministériel du 1er octobre 2001)
  - 0,18 € par page de format A4 en impression noir et blanc

- Tarif copie autre document :
  - 0,20 € par page de format A4 en impression noir et blanc
  - 0,40 € par page de format A4 en impression couleur

- Tarif télecopie de document :
  - Envoi en France : 2 € la page
Entendu l'exposé de Michelle SAINTOUT, Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **ARRETE** les conditions et les tarifs du service copies et télécopies de documents comme suit :

  - **Copie de document** :
    - Gratuit pour les associations communales sous réserve de fourniture de papier
    - Gratuit uniquement pour les habitants de la commune avec un nombre limité à dix copies maximum par semaine afin de conserver la notion de service. Au-delà de dix copies, les habitants de la commune seront invités à s'adresser à une société spécialisée en reproduction de documents.

  - **Tarif copie de document administratif** : (par référence au décret n° 2001-493 du 06 juin 2001 et à l'arrêté ministériel du 1er octobre 2001)
    - 0,18 € par page de format A4 en impression noir et blanc

  - **Tarif copie autre document** :
    - 0,20 € par page de format A4 en impression noir et blanc
    - 0,40 € par page de format A4 en impression couleur

  - **Tarif télécopie de document** :
    - Envoi en France : 2 € la page

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombres de votants : 16</th>
<th>Nombres de suffrages exprimés : 16</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Présents</td>
<td>Procurations</td>
</tr>
<tr>
<td>11</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>POUR</td>
<td>CONTRE</td>
</tr>
<tr>
<td>16</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jour, mois et ans susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Au registre des délibérations du conseil municipal

Le Maire,   
Michelle SAINTOUT

---

**4 – AVENANT À LA CONVENTION URBANISME MUTUALISÉ EN DATE DU 20 MAI 2015**

Nombre de membres en exercice : 19  
Nombre de membres présents à la séance : 12

Vu la délibération n° 04-04052015 du 4 mai 2015 approuvant la création du service commun d'urbanisme,
Considérant que la convention expire en juin 2016, il convient de procéder à son renouvellement par voie d'avenant,

Entendu l'exposé de Michelle SAINTOUT, Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **APPROUVE** le renouvellement de la convention service urbanisme mutualisé par un avenant pour une durée de deux ans à compter du 1er juin 2016 ;

- **AUTORISE** Michelle SAINTOUT, Maire, à signer l'avenant n° 1.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombres de votants : 17</th>
<th>Nombres de suffrages exprimés : 17</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Présents</td>
<td>Procurations</td>
</tr>
<tr>
<td>12</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>POUR</td>
<td>CONTRE</td>
</tr>
<tr>
<td>17</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jour, mois et ans susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Au registre des délibérations du conseil municipal

Le Maire,   
Michelle SAINTOUT

---

**5 – FONDS DÉPARTEMENTAL D' AIDE À L'ÉQUIPEMENT DES COMMUNES**

Nombre de membres en exercice : 19  
Nombre de membres présents à la séance : 12

Michelle SAINTOUT, Maire, expose à l’assemblée que l’assemblée plénière du Conseil Départemental a reconduit le dispositif du Fonds Départemental d’Aide à l’Équipement des Communes (FDAEC) pour l’année 2016.

La dotation cantonale vise les travaux d’équipement qui :

- relèvent de la section d’investissement (voirie, équipements communaux, acquisition de matériel ou de mobilier),
- sont effectués sous maîtrise d’ouvrage d’une commune,
- ne peuvent bénéficier d’aucune aide spécifique du département soit en raison de leur montant, soit en raison de leur nature.

Le montant de la répartition de l’enveloppe affectée au Nord Médoc s’élève à 406 868 €.

Compte tenu des nouveaux critères de répartition, le montant attribué à la Commune de Saint-Estèphe s’élève à 16 591 € au lieu des 15 307 € prévu au Budget Primitif 2016.
Après ces explications, Madame le Maire propose au conseil municipal de se prononcer sur l’affectation de ce fonds à l’acquisition de deux véhicules utilitaires destinés au service technique pour optimiser le nettoyage des hameaux.

Montant estimé de l’opération : 23 963,15 € HT soit 28 756,80 € arrondi à 28 756 € TTC

FDAEC 2016 : 16 591 €

Autofinancement : 12 165 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à la majorité des membres présents et représentés :

- **DÉCIDE** de demander au Département de la Gironde de lui attribuer une subvention de 16 591 € au titre du F.D.A.E.C. ;

- **D’ASSURER** le financement complémentaire nécessaire à la réalisation de l’opération.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombres de votants : 16</th>
<th>Nombres de suffrages exprimés : 15</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Présents</td>
<td>Procurations</td>
</tr>
<tr>
<td>11</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Abstention : 1 (Robert LESCOUTRA)</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jour, mois et an susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Le Maire,

Au registre des délibérations du conseil municipal
Michelle SAINTOUT

---

6 – SIGNATURE D’UNE CONVENTION AVEC LE DÉPARTEMENT CONCERNANT LA RÉALISATION DE TRAVAUX EN AGGLOMÉRATION DANS L’EMPRISE DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 204G3 DANS LE CADRE DE LA CONVENTION D’AMENAGEMENT DE BOURG

Nombre de membres en exercice : 19
Nombre de membres présents à la séance : 12

Michelle SAINTOUT, Maire, expose à l’assemblée que dans le cadre de la 2ème tranche des travaux de la Convention d’Aménagement de Bourg (CAB), la commune de Saint-Estèphe réalisera en agglomération dans l’emprise de la route départementale n° 204G3 du PR 3+115 au PR 6 + 400 et sous sa maîtrise d’œuvre les travaux suivants :

- Réalisation d’un réseau d’assainissement pluvial
- Réalisation de trottoirs avec bordures et caniveaux
- Mise en place de ralentisseurs type « coussins »
- Réalisation d’espaces verts
- Mise en place de signalisation verticale
- Mise en place de signalisation horizontale

Il convient de signer avec le département une convention autorisant la réalisation de ces travaux et fixant le cadre juridique, les modalités financières, les conditions techniques de réalisation des travaux ainsi que les modalités d’entretien des ouvrages et aménagements réalisés.

Entendu l’exposé de Michelle SAINTOUT, Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à la majorité des membres présents et représentés :

- **AUTORISE** Michelle SAINTOUT, Maire, à signer ladite convention.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombres de votants : 15</th>
<th>Nombres de suffrages exprimés : 15</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Présents</td>
<td>Procurations</td>
</tr>
<tr>
<td>10</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Abstentions : 2 (Robert LESCOUTRA, Maryse FRANCHINI)</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jour, mois et an susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Le Maire,

Au registre des délibérations du conseil municipal
Michelle SAINTOUT

---

7 – SIGNATURE CONVENTION PARTICIPATION R.A.S.E.D. DU SECTEUR DE PAUILLAC

Nombre de membres en exercice : 19
Nombre de membres présents à la séance : 12

Michelle SAINTOUT, Maire, expose à l’assemblée que la commune de SAINT-ESTÊPHE compte des élèves suivis par une psychologue scolaire et quatre maîtres « E » dépendants du R.A.S.E.D. du secteur de Pauillac.

Elle explique que de ce fait, la commune de PAUILLAC demande à la commune de SAINT-ESTÊPHE une participation aux frais d’investissement et de fonctionnement du R.A.S.E.D.

Le montant de la participation pour l’année 2015/2016 à inscrire au budget primitif 2016 s’élève à 640,32 €.
Michelle SAINTOUT, Maire, propose à l’assemblée de se prononcer sur la signature de la convention relative à cette participation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité des membres présents et représentés :

- **ACCEPTE** de verser une participation aux frais d’investissement et de fonctionnement d’un montant de 640,32 € à la commune de PAUILLAC ;
- **AUTORISE** Michelle SAINTOUT, Maire, à signer la convention relative à cette participation ;
- **DIT** que cette somme sera imputée à l’article 6558 du budget primitif 2016 de la Commune.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombres de votants : 17</th>
<th>Nombres de suffrages exprimés : 17</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Présents 12</td>
<td>Procureurs 5</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jour, mois et an susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Au registre des délibérations du conseil municipal

Le Maire,
Michelle SAINTOUT

---

**8 - CULTURE : RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES DU CENTRE MÉDOC : ADOPTION DE LA CHARTE POUR LE RÉSEAU DE LA LECTURE PUBLIQUE**

Nombre de membres en exercice : 19  
Nombre de membres présents à la séance : 12

Michelle SAINTOUT, Maire, rappelle que la mise en réseau de la lecture publique implique la mutualisation des moyens de chacune des Communes du Territoire et que soient mis en œuvre ceux de la Communauté de Communes associés à la compétence « mise en réseau informatique et animation culturelle ».

De la constitution d’un catalogue collectif à l’harmonisation des services aux publics, les étapes d’un tel projet sont nombreuses et demandent qu’en soient décrites leurs modalités d’application.

L’objet de la présente charte est de définir l’organisation et le fonctionnement du réseau de lecture publique de la Communauté de Communes du Centre Médoc : elle sera un texte de référence dans lequel chacun des acteurs trouvera les informations pratiques nécessaires à l’exercice de ses activités. Évolutif, elle pourra être modifiée si nécessaire dans le temps.

Michelle SAINTOUT, Maire, propose d’adopter la charte pour le réseau de lecture publique.

Entendu l’exposé de Michelle SAINTOUT, Maire,

Après avoir pris connaissance du document présenté,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité des membres présents et représentés :

- **ADOPTE** la charte pour le réseau de lecture publique annexée.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombres de votants : 17</th>
<th>Nombres de suffrages exprimés : 17</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Présents 12</td>
<td>Procureurs 5</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jour, mois et an susdits, et ont signé au registre le membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Au registre des délibérations du conseil municipal

Le Maire,
Michelle SAINTOUT

---

**9 - COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE L’ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS LOCALES**

Nombre de membres en exercice : 19  
Nombre de membres présents à la séance : 12

- Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23,
- Vu l’alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la délibération du conseil municipal du 30 mars 2014 portant délégations de pouvoirs à Michelle SAINTOUT, Maire,
- Considérant que Michelle SAINTOUT, Maire, est tenue de rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal des décisions prises en vertu de l’article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est donné lecture du tableau des décisions prises depuis la réunion du conseil municipal du 07/04/2016.

Fait en séance publique les jour, mois et an susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Au registre des délibérations du conseil municipal

Le Maire,
Michelle SAINTOUT

La Séance est levée à 18 heures 25.